

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Mâcon

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Aperam Stainless France

4 Place des Forges
71130 Gueugnon

Références : FL/NM/2022/M_25

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2022 dans l'établissement Aperam Stainless France implanté 4 Place des Forges 71130 Gueugnon. L'inspection a été annoncée le 20/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de l'inspection du 22 novembre 2018, l'inspection de l'environnement avait relevé, entre autres, la non-conformité majeure suivante :

- l'exploitant n'est pas autorisé, au travers de l'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral n° 07- 02759, du 17 juillet 2007, à stocker sur son site de telles boues contenant des fractions importantes d'hydrocarbures, d'aluminium, de fer, de nickel et/ou de zinc, qualifiées par ses soins de déchets dangereux et qui ne sont, pas ailleurs, pas retenues dans le calcul des garanties financières, proposé par lui-même et dont le montant a été acté au travers de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2014.

En conséquence, le préfet de Saône-et-Loire, sur proposition de l'inspection de l'environnement, a mis en demeure l'exploitant, en application de l'article L. 171-8, de satisfaire aux prescriptions applicables afférentes au travers de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2019-198-1 du 17 juillet 2019.

L'inspection du 12 janvier 2022 avait pour objectif de réaliser un récolement aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCL/BRENV/2019-198-1 du 17 juillet 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Aperam Stainless France
- 4 Place des Forges 71130 Gueugnon
- Code AIOT dans GUN : 0005401144
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

La société Aperam Stainless France, producteur d'acier inoxydable, dont le siège social est situé 6 rue André Campra à Saint-Denis, exploite sur le territoire de la commune de Gueugnon une tôlerie d'acier inoxydable spécialisée dans les activités de laminage et de traitement par recuit brillant.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral n° 07- 02759 du 17 juillet 2007 d'autorisation d'exploiter une tôlerie industrielle d'une capacité maximale de 450 000 tonnes par an.

Par ailleurs, le site relève des articles L. 515-32 et L. 515-36 du code de l'environnement concernant les installations dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs (Seveso) et telles qu'ils engendrent des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement (Seveso seuil haut). En effet, l'établissement répond à la règle de dépassement direct seuil haut, définie au I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement. D'autre part, un plan de prévention des risques technologiques (PPRT), visant à réglementer l'urbanisation autour du site, a été signé le 21 juin 2011.

L'activité de travail des métaux relève par ailleurs de l'application de la directive n° 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles transposée en droit français.

Enfin, le site entre depuis 2021 dans le champ d'application du plan national d'allocation des quotas de CO2 (phase IV du système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne – période 2021-2030).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- entretien complet, contrôle du bon état et de l'étanchéité d'un bassin ;
- entretien et surveillance ;
- état de la pollution des sols.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 4.2.3	/	
Etat de la pollution des sols	Code de l'environnement, article L. 512-18	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entretien complet, contrôle du bon état et de l'étanchéité d'un bassin	AP de Mise en Demeure du 17/07/2019, article 1	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, 2 demandes de compléments sont formulées concernant l'entretien et la surveillance d'un bassin.

Ces éléments sont détaillés au travers des fiches de constats disponibles en partie 2-4 (fiches de constats non communicables et/ou non communicables et non consultables au sens de l'instruction du gouvernement du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les ICPE).